



Digital Human Rights Summit

on Responsible Digital Leadership, Information, Infrastructure, and Governance

Les 5, 6 et 7 octobre 2020, des experts de 16 fuseaux horaires et des 5 continents se sont réunies autour d'une nouvelle technologie éthique et centrée sur l'homme qui peut aider à résoudre les plus grands défis de notre siècle et plus particulièrement à faire avancer les SDG (Sustainable Development Goals).

Comment les droits de l'homme sont-ils liés à l'ère numérique ? Comment protégeons-nous et garantissons-nous les droits des individus dans ce monde numérique ? Comment changer les modèles de gouvernance afin que l'utilisation des données soient centrées sur l'humain ?

Ce sommet interactif était co-organisé par l'[Institut de la Recherche Juridique de la Sorbonne](#), le [Stanford Center for Human Rights and International Justice](#), [aNewGovernance](#) et l'[Institute for Digital Fundamental Rights](#) (IDFRights). L'Institut de la Recherche Juridique de la Sorbonne, le Stanford Center

for Human Rights and International Justice, aNewGovernance et l'Institut des droits fondamentaux numériques. Il a été coorganisé par Søren Juul Jørgensen, Radhika Shah, Matthias De Bièvre, le professeur David Cohen et le professeur Laurent Vidal.

Le premier jour : des débats inspirants venus du monde entier

Le premier jour, plusieurs entretiens inspirants ont fixé le cadre des discussions du sommet ([video](#)).

[Eric Pol](#), président de [aNewGovernance](#), a déclaré l'importance d'une nouvelle collaboration mondiale pour définir les règles permettant d'instaurer la confiance dans le monde numérique et de faire en sorte qu'il soit au service de la communication et du progrès humains.

[Yee Fen Lim](#), professeur à NTU à Singapour, Thomas Krogh Petersen, PDG de [Copenhagen Fintech](#) et [Andrea Kates](#), PDG de Futureproofing, ont ensuite souligné l'importance des directives et des réglementations éthiques dans le développement de la technologie dans le secteur financier, lors d'un panel sur l'IA éthique dans le secteur financier, modéré par Søren Juul Jørgensen. En outre, le panel a discuté de l'importance de pouvoir démontrer que le respect de normes éthiques a une valeur commerciale évidente pour les organisations.

Lors de la session suivante, Jean-Marie Cavada, ancien député européen et président de l'Institut des droits fondamentaux numériques (iDFRights) et [Laurent Vidal](#), professeur associé à l'Université Paris 1 Sorbonne, avocat et vice-président de l'iDFRights ont mis en lumière les droits fondamentaux numériques. Ces participants ont montré une opportunité supplémentaire dans la manière dont nous abordons les technologies numériques, par opposition à la manière "tout état ou tout marché", ils ont décrit une approche humaniste de la technologie numérique et comment une quatrième génération

de droits de l'homme est nécessaire : une déclaration des droits fondamentaux numériques.

Antti Poikola, représentant [MyData.org](#), [Mika Huhtamaki](#), PDG de [MyData SHARE](#) du groupe Vastuu et Matthias De Bièvre, PDG de [Visions](#), membre fondateur de iDFRights et co-fondateur de aNewGovernance, ont participé à un panel sur la création d'écosystèmes de données sur les compétences centrés sur l'être humain et ont démontré que dans un monde où les compétences et les emplois évoluent rapidement, un meilleur accès aux données sur les compétences des personnes est nécessaire. Une approche centrée sur l'être humain, où les gens sont maîtres de leurs données, offre des solutions claires pour résoudre ce problème. La [Skills Alliance](#) of aNewGovernance rassemble des organisations du monde entier pour définir des normes et des pratiques d'accès aux données sur les compétences afin de fournir aux gens de meilleures recommandations en matière d'apprentissage et de compétences professionnelles.

Lors d'une table ronde animée par Radhika Shah, présidente du groupe consultatif sur l'innovation et membre du Stanford Center for Human Rights & International Justice, le professeur Jeff Ullman de Stanford et le professeur [Josh Blumenstock](#) de Berkeley ont discuté du rôle de l'intelligence artificielle (AI), de l'apprentissage automatique (ML) et de la science des données pour accélérer les SDG. Les participants ont montré des exemples au Togo, où un large accès aux données personnelles a permis de diriger correctement les fonds d'aide publique. Ils ont également souligné la complexité de la définition de règles d'éthique et de protection de la vie privée "uniformes pour tous" en matière d'accès aux données et ont conclu que les solutions devraient être spécifiques aux cas d'utilisation.

[Paul Theyskens](#), directeur du Mobility Living Lab, et [Olivier Dion](#), PDG de [Onecub](#) et co-fondateur de aNewGovernance, ont participé à une présentation sur les écosystèmes de

données de mobilité centrés sur l'homme, montrant comment un meilleur accès aux données de mobilité des personnes aiderait à concevoir des solutions de mobilité meilleures et plus responsables. De même, l'accès aux données doit être centré sur l'être humain et l'alliance pour la mobilité d'aNewGovernance réunit des organisations du monde entier pour définir des normes centrées sur l'être humain pour l'accès aux données de mobilité des citoyens.

Cette première journée a montré une convergence exceptionnelle d'experts et d'organisations du monde entier pour affirmer la nécessité de nouvelles règles centrées sur l'homme pour la technologie et les données. Il a également été déclaré que ces règles ne peuvent pas être définies de manière centralisée et descendante, mais qu'elles doivent plutôt s'appuyer sur des groupes d'étude concrets et pluriels et utiliser des cas pour s'assurer qu'elles répondent aux besoins et réalités spécifiques de chaque situation.

Le deuxième jour : les ateliers interactifs

Le deuxième jour, des participants et des étudiants de plus de 40 pays ont participé à plusieurs ateliers dirigés par Matthias De Bièvre, Soren Juul Jorgensen et leurs collègues. Un atelier en particulier s'est concentré sur le lancement des travaux de la "Bibliothèque des dilemmes éthiques". Inspirés par une présentation du professeur Vivek Krishnamurthy des travaux sur l'intelligence artificielle et les droits de l'homme au Berkman-Klein Center de Harvard et une présentation du directeur Mark Nitzberg de l'université de Berkeley sur les perspectives d'utilisation de l'intelligence artificielle dans le secteur financier, les participants ont discuté de certains des défis, des risques et des solutions liés à l'utilisation de la technologie dans le secteur financier au sein de groupes interculturels.

L'atelier technique était axé sur l'interopérabilité des opérateurs [MyData Operators](#), qui fournissent des outils permettant aux

gens de gérer leurs données et leurs autorisations. Plusieurs opérateurs (Visions, Vastuu, GDPR.DEV) ont participé afin de comparer leurs technologies et d'entamer des discussions sur l'interopérabilité entre eux. Le travail d'interopérabilité se poursuivra avec d'autres opérateurs MyData.

L'atelier sur la gouvernance portait sur la création d'un organe international de gouvernance pour les normes de partage des données personnelles centrées sur l'être humain, il était animé par aNewGovernance et l'Institut des droits fondamentaux numériques. Les participants ont déclaré que des règles et des modèles commerciaux clairs doivent être conçus en matière d'accès aux données. Les participants ont également affirmé la nécessité d'une déclaration internationale des droits numériques de l'homme qui pourrait unir les pays et les organisations du monde entier. Cette déclaration servirait de dénominateur commun, partagé par plusieurs pays pour organiser une gouvernance internationale du partage des données personnelles. Les participants ont également précisé que cette collaboration internationale ne pourrait se faire que dans les pays démocratiques où les droits de l'homme sont respectés.

La deuxième journée d'ateliers a permis aux participants de mieux se connaître, de définir les bases des collaborations futures et d'entamer des discussions approfondies sur certains des défis auxquels nous sommes confrontés en utilisant des technologies telles que l'AI/ML.

Le troisième jour : Keynotes du Kenya et de l'Inde

La dernière journée a été organisée autour de deux grands panels et de la restitution des ateliers ainsi que de la présentation des prochaines étapes (lien vers la [video](#) complète).

Le [first panel](#) était axé sur la présentation du travail du Kenya sur la création d'une plateforme numérique pour aider les jeunes kenyans à trouver un emploi, l'[AGIRA](#). Radhika Shah, qui est également conseillère bénévole de la plateforme de partenariat SDG du Kenya, a présenté le contexte de la façon dont le Kenya a donné l'exemple en adoptant l'innovation numérique et la collaboration entre la Silicon Valley et le Kenya pour faire progresser les SDG. Le secrétaire de cabinet du ministre kenyan des TIC, [Joseph Mucheru](#), a présenté le travail du Kenya sur cette nouvelle infrastructure numérique et son utilisation innovante des données sur les compétences. Puis le chef des Nations unies au Kenya, [Siddharth Chatterjee](#), a déclaré la nécessité de nouvelles collaborations public-privé au niveau international pour briser les silos et permettre une nouvelle technologie humaniste au service des SDG.

Radhika Shah a animé le deuxième panel qui a tourné autour des partenariats public-privé en Inde et de l'exploitation de la puissance des technologies innovantes, des mesures politiques innovantes en Inde dans leur transformation numérique afin de garantir le véritable esprit des SDG. Dinsha Mitra, professeur et chercheur à la Stanford Law School, [Sanvar Oberoi](#) de Responsible AI (initiative du gouvernement indien), Ashoka Fellow co-fondateur de BOHECO et [Arvind Gupta](#), PDG/fondateur de la Digital India Foundation (groupe de réflexion) ont tous participé à la présentation d'une vision globale des initiatives indiennes de transition numérique, notamment Adharid, Indiastack et la nouvelle initiative Responsible AI.

En conclusion, ce sommet de trois jours d'ateliers techniques, d'ateliers juridiques et de panels interactifs, en collaboration avec une grande variété d'acteurs de la transformation numérique dans les sphères publiques et privées, a été une excellente plateforme pour en apprendre davantage sur l'écosystème ainsi que sur les initiatives concrètes prises pour assurer une transition numérique éthique et centrée sur l'homme dans le monde entier.

Les organisateurs (Stanford Center for Human Rights and International Justice, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, aNewGovernance et l'Institut des droits fondamentaux numériques) collaboreront sur une série de questions relatives aux droits de l'homme et à la gouvernance ainsi qu'à l'utilisation responsable des technologies dans les entreprises, notamment la définition des droits numériques fondamentaux, en se concentrant sur l'avenir du travail, sur les technologies pour le développement durable et le leadership numérique responsable et les nouveaux modèles de gouvernance